

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Les députés ne veulent pas écouter. Nous aurions créé de ce côté-ci de la frontière une compagnie qui occuperait une bonne place sur le marché nord-américain et même sur le marché mondial. Au lieu de cela, le gouvernement a décidé...

M. Horner (Crowfoot): Est-ce pour cela que vous avez une Volkswagen, vous qui vivez à Oshawa?

M. Broadbent: Comme d'habitude le député de Crowfoot (M. Horner) est mal informé.

M. Horner (Crowfoot): Avez-vous une Toyota? Ou une Datsun?

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je me rends compte que cette question a pu présenter certaines difficultés pour le député.

M. Horner (Crowfoot): Quelle voiture avez-vous? Vous représentez les travailleurs de l'automobile.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Certains députés voudront peut-être participer au débat général, mais si le député voulait bien en venir directement au fait sans entraîner une cinquantaine de députés dans une discussion, nous pourrions peut-être donner la parole au député suivant, le député de Peel-Sud (M. Blenkarn).

Des voix: Continuez.

M. Broadbent: Je prends au sérieux la question qu'on m'a posée. Je dispose de tout le temps nécessaire et j'ai l'intention de m'en servir pour répondre à cette question. Premièrement, comme d'habitude, les renseignements du député de Crowfoot sont faux. Je ne possède pas de Toyota mais une Pontiac fabriquée à Oshawa.

M. Horner (Crowfoot): Quand l'avez-vous achetée? Quand avez-vous vendu votre Volkswagen? Pas de cachotteries. Était-ce après les élections de 1972, celles de 1968 ou lorsque vous vous êtes proposé au poste de chef de votre parti?

M. Broadbent: Et il insiste avec toute une série de faits erronés. Je n'ai jamais possédé de Volkswagen ni de Toyota.

M. Horner (Crowfoot): Ne tournez pas autour du pot. Donnez-nous les faits.

M. Broadbent: Le député est dans l'erreur.

M. Horner (Crowfoot): Quand avez-vous vendu votre voiture étrangère?

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Les députés m'accorderaient-ils le luxe d'entendre au moins une partie de la réponse. Il me faut dire que le temps de parole du député est écoulé.

Investissement étranger—Loi

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur adjoint: La Chambre a consenti à prolonger son temps de parole. Si je ne l'entends pas fournir rapidement une réponse, je vais donner la parole au député de Peel-Sud.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est une menace grave.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, je suis en train de répondre à la question. Si on ne cherchait pas tant à m'embarrasser, je serais beaucoup plus bref. Je veux en finir avec ce que j'avais à dire au sujet de l'industrie de l'automobile. En 1964, au lieu de créer notre propre industrie, le gouvernement a décidé de conclure l'accord sur l'automobile stipulant des conditions minimum de telle façon qu'en termes d'investissements étrangers, et comme dans aucun autre secteur de notre économie, nous avons pu dire à un investisseur étranger que pour pouvoir travailler au Canada, il devrait assurer un certain niveau de production. Nous lui avons dit qu'il devrait créer un certain nombre d'emplois dans notre pays, et c'est ce que fait l'Accord sur l'automobile.

Il me semble que c'est nettement ce à quoi vise le bill. Il dit que les investissements étrangers seront permis à certaines conditions. La question que j'ai posée au ministre l'autre jour avait trait aux avantages que nous devrions retirer en tant que Canadiens des entreprises appartenant à des étrangers. En fait, nous avons fait de grands progrès en fait d'emplois et d'exportations depuis la signature de l'Accord sur l'automobile. La politique de mon parti cherche à augmenter ces avantages. La question soulevée par le député du parti conservateur peut une fois de plus être retournée contre lui. Il a choisi la mauvaise industrie au mauvais moment.

● (2100)

M. Don Blenkarn (Peel-Sud): Monsieur l'Orateur, cette diatribe du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a été très intéressante. Dans une certaine mesure, beaucoup d'entre nous conviennent que le gouvernement s'est servi des programmes de développement régional et d'autres programmes d'assistance fédérale au profit d'entreprises étrangères qui exploitent nos ressources. En vérité, au lieu de s'attaquer au nouveau gouvernement du Canada...

Des voix: Oh, oh!

M. Blenkarn: ... il aurait dû s'en prendre à l'ancien gouvernement qui a bradé notre pays aux propriétaires étrangers. J'aimerais rappeler aux députés du NPD à ma gauche et aux députés du NPD en face que c'était un gouvernement conservateur-progressiste dirigé par George Drew qui a dit: «Non, vous n'expédiez pas de bois à pâte en dehors de l'Ontario.» Et c'était un gouvernement conservateur dirigé par Ross qui a dit: «Vous n'expédiez pas de pâte. Au lieu de cela, vous en ferez du papier ici.» Il est grand temps que nous transformions nous-mêmes nos ressources le plus possible.